

TIZI-OUZOU

TADMAÏT

Des étudiants privés de transport et de résidence universitaire

Des représentants d'un comité local des étudiants de Tadmaït dans une déclaration qui nous a été remise crient à "l'injustice" et dénoncent l'absence de transport suburbain de leur localité. "Nous sommes livrés à nous-mêmes. Nous sommes des étudiantes et des étudiants de nulle part. Comment expliquer que les communes de Tirmatine, Sidi Naâmane ou encore Drâa-Ben-Khedda bénéficient du transport universitaire et pas celle de Tadmaït ?" lit-on dans une requête adressée au maire de la ville.

La commune de Tadmaït assure, certes, avec ses maigres moyens le ramassage scolaire à partir de tous ses villages et hameaux mais son parc, nous assure-t-on, "ne lui permet guère de prendre en charge le transport universitaire".

Le comité des étudiants s'en prend à la directrice de la DOU de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. "Des communes à égale distance ont bénéficié du transport universitaire. L'hiver approche et nous n'avons pas les moyens de payer les lourdes charges du transport. Aux heures de pointe, c'est une prouesse que de rejoindre l'université. Souvent les transporteurs privés nous déposent loin des sites universitaires. Nous demandons à être



traités comme les autres étudiants."

Dans une réponse de la directrice des œuvres universitaires au collectif des étudiants de Tadmaït et Tizi-Rached (17 km de Tizi-Ouzou), il est clairement rappelé que le transport suburbain est "destiné

exclusivement aux étudiants ouvrant droit à l'hébergement et n'ayant pas pu en bénéficier faute de place et ce, conformément à l'arrêté ministériel date du 25/06/1998 régissant les résidences universitaires. Les étudiants des deux communes de Tadmaït et

de Tizi-Rached n'ouvrant pas droit à la résidence universitaire, sont donc privés du transport suburbain". La réglementation en fait dès lors des lève-tôt d'un harassant parcours quotidien pour un cursus de tous les espoirs.

Tayeb Bouamar

TIGZIRT-SUR-MER

Perturbations au lycée Toumi

La journée de dimanche dernier a été quelque peu tumultueuse au lycée Toumi de Tizirt-sur-Mer en raison d'une grève illimitée, déclenchée par les élèves des classes terminales, filière mathématique. Le mouvement a été observé à la suite de la valse de professeurs de maths. Elles en sont à leur troisième enseignement depuis le début de l'année en cours. La grève fera certainement tache d'huile puisque les élèves

des classes d'économie et de gestion ont fait connaître leur adhésion le lendemain.

Selon une source au sein du lycée, le recrutement de deux enseignantes sur concours, en lieu et place de deux vacataires virés, a mis le feu aux poudres. En effet, renseignement pris, les deux nouveaux professeurs "seraient des ingénieurs en génie-civil". "Une catégorie de diplômés qui n'exerce plus dans les lycées comme ensei-

gnants", ajoute notre source.

Dès la première journée, samedi passé, le courant ne semblait pas passer avec leurs élèves qui "doutent même de leurs capacités". Ces derniers demandent de par leur action, le recrutement d'un enseignant digne de ce nom. Une demande que l'administration locale ne peut satisfaire dans l'immédiat. Le bras est bel et bien parti pour durer.

Massiles Juba

BOUIRA

Reprise des cours au lycée d'El-Hachimia

Après une semaine de grève enclenchée par les enseignants du lycée d'El-Hachimia dont la revendication principale consistait en le départ du directeur, du censeur et de l'économiste, condition avancée pour la reprise des cours, la Direction de l'éducation, qui a fait traîner les choses pendant une semaine, a finalement cédé dimanche dernier en décidant de révoquer le directeur et le censeur, objets de la polémique, et de dépêcher une commission pour enquêter sur la gestion de l'économiste.

Ces décisions tant attendues ont été très bien accueillies par les enseignants grévistes qui ont décidé de reprendre les cours à partir de ce lundi, nous apprend par téléphone un enseignant représentant les grévistes.

Par ailleurs, l'association des parents d'élèves qui n'a cessé tout au long de cette semaine de grève qui a gravement affecté les élèves, a réagi à travers une déclaration dans laquelle elle énonce un certain nombre de problèmes auxquels est confronté le lycée, notamment l'insécurité grandissante dans l'enceinte même de l'établissement.

Les parents d'élèves ont interpellé la Direction de l'éducation afin d'intervenir en urgence pour éviter les dérives à ce lycée, d'ouvrir un centre d'examen du baccalauréat pour éviter aux élèves, surtout les filles des déplacements vers Ain-Bessem, et enfin, le recrutement des enseignants de lettres françaises puisque même les élèves de lettres arabes qui ont cette matière au baccalauréat avec le coefficient 3, n'en disposent pas pour le moment.

Y. Y.

BLIDA

ELECTIONS
SENATORIALES

Le président de l'APW raffle les voix au FLN

Le président de l'APW de Blida, Messaoud El-Messaoud El-Aïfa, s'est taillé la part du lion lors des élections pour le renouvellement de la moitié des membres du Conseil de la nation qui se sont déroulées tout dernièrement à la mouhafadha FLN de Blida puisqu'il a obtenu 92 voix, devançant ainsi son outsider, Zerrouk Chaâbane, de 49 voix. Le 3e de la liste, Sifi Moussa, P/APC de Meftah, a eu 41 voix.

Ces élections qui se sont déroulées sous l'œil vigilant de Salah Goudjil, membre de l'organisation exécutive du parti, ont été couronnées par l'approbation de tous les électeurs, au nombre de 125, qui reconnaissent en ces joutes la transparence et la démocratie.

Il faut dire que 9 candidats ont joué leurs chances dans l'espoir de ce voir élire dans la wilaya de Blida pour un siège à la Chambre haute.

Et là, les militants de bases du FLN ont jeté leur dévolu sur l'actuel P/APW de Blida car voyant en lui "l'homme idéal" à même de les représenter dignement au Sénat surtout que celui-ci a toujours incarné le charisme d'un politique qui sait faire respecter ses principes d'autant qu'il a toujours campé sur ses positions au moment où beaucoup d'autres avaient mué selon l'opportunité du jour.

Néanmoins, les électeurs qui ont donné leurs voix à Messaoud El-Aïfa, appréhendent une cooptation car ils parlent de basses manœuvres qui risquent de fausser le jeu légal d'un scrutin sur lequel ils ont littéralement fondé leur espoir.

M. B.

La population de Boudjima rêve... d'eau potable !

Située au bout de la chaîne de distribution vétuste, qui pompe le précieux liquide dans les forages de Ouaguenoun et avec l'inhabituelle douceur sèche de l'automne, la commune de Boudjima, forte de près de 20 000 âmes, rêve depuis des mois de l'eau potable et ce, à quelques encablures des inépuisables nappes phréatiques du Sébaou. Durant le quart chaud, la population a terriblement souffert. Les pénuries durent dans certains endroits jusqu'à boucler un moi entier avant de revoir jaillir le mince filet d'eau dans son robinet.

Selon les responsables locaux, la situation est le résultat de plusieurs facteurs en déséquilibre fréquent et dont le maintien ou le rétablissement dépassent les moyens matérielles et

humains de l'APC. Ces facteurs se résument globalement à l'état défectueux des pompes, aux fuites innombrables le long de la conduite vétuste et entartée, aux piquages illicites qui riment avec sabotage et aux coupures électriques qui paralysent toute la chaîne de distribution pour des durées plus au moins longues.

Durant les jours de longues pénuries, la population se désaltère grâce aux eaux des puits des particuliers et, une fois celle-ci épuisée, elle se tourne inévitablement vers l'approvisionnement des tracteurs citernes privés qui sillonnent les villages. Aucun moyen officiel n'est mobilisé pour soulager la population.

La solution du problème, envisageable dans l'immédiat, d'après les

élus locaux, serait que "l'ADE prenne en charge tout le réseau car, pour l'heure sa gestion ainsi que les réparations, souvent laborieuses et coûteuses, incombent à l'APC". Cette dernière solution soulagera à coup sûr les habitants de Boudjima. En revanche, pour mettre un terme aux fréquentes pénuries, "la réalisation d'une nouvelle conduite d'alimentation s'avère inéluctable", soutiennent encore les élus. Mais la solution idoine n'est sûrement pas pour demain.

Aussi, d'ici-là, ce sont 20 000 personnes qui ont joint leurs voix à celles des responsables locaux pour crier à la soif dans la commune de Boudjima.

M. J.